

Unité départementale de la Somme
12 rue du Maître du Monde
80 440 Glisy

Glisy, le 11 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



DECAYEUX STI (NIBAS SAUCOURT)

11 rue de la Place - Saucourt
80390 NIBAS

Références : 2022 - E30031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2022 dans l'établissement DECAYEUX STI (NIBAS SAUCOURT) implanté 11 rue de la Place - Saucourt 80390 NIBAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite organisée dans le cadre de l'action nationale Incendie au sein d'une installation de Traitement de Surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECAYEUX STI (NIBAS SAUCOURT)
- 11 rue de la Place - Saucourt 80390 NIBAS
- Code AIOT dans GUN : 0005102414
- Régime : A
- Statut Seveso : /

La société Decayeux STI est spécialisée dans la transformation de métaux non-ferreux et la fourniture de sous-ensembles métalliques. Les opérations pratiquées sont en premier lieu le matriçage-usinage, le cintrage et le découpage-emboutissage ainsi que de la soudure, du décapage, du polissage et du montage d'ensembles.

Elle est également autorisée à exploiter une chaîne de galvanoplastie par arrêté préfectoral du 31 août 2020.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Action Incendie dans un traitement de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 9.1.2.	/	Transmission des éléments sous 30 jours
Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Transmission des éléments sous 30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.2.3.	/	
Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.1.1.	/	
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.3.1.	/	
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	
Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	
Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	
Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.2.4.	/	
Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	
Vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.5.3.	/	
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	
Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.4.3.	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble les installations sont conformes en termes de sécurité incendie et les contrôles périodiques sont réalisées aux fréquences prévues. L'exploitant doit cependant présenter quelques éléments documentaires pour la conformité à certaines prescriptions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 9.1.2.
Prescription contrôlée : Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la structure est de résistance au feu R 30 ;- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- murs et parois séparatifs REI 120 ;- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de justifications des dispositions constructives pour le nouveau bâtiment. Il a indiqué avoir fait la demande d'éléments justificatifs au constructeur, mais ne pas être parvenu à les obtenir à ce jour.
Fait susceptible de mise en demeure 1 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la structure est de résistance au feu R30, et que les murs et parois séparatifs des locaux à risque sont REI 120.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - Transmission des justificatifs sous 30 jours.

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.2.3.
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie du bâtiment accueillant l'activité revêtement métallique ou traitement de surface utilisant des produits cyanurés (2565.1) sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Un plan des zones de désenfumage sera affiché près des commandes. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m ² est prévue pour 250 m ² de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. Les plans des zones de désenfumage sont affichés à proximité des commandes. La présence de commande de désenfumage sera signalée à l'extérieur à proximité des portes permettant l'accès à ces commandes. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. Constats : La présence des surfaces de désenfumage a été constatée lors de la visite d'inspection au sein du nouveau bâtiment. La présence des commandes automatiques et manuelles de ces surfaces de désenfumage a également pu être constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Prescription contrôlée : Locaux à risques Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre A minima toutes parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372
Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection un plan situant les principaux risques présentés par l'installation. Ce plan a été réalisé en tenant compte des retours du SDIS pour respecter leur signalétique et faciliter l'intervention des services de secours. La localisation des principaux stockages de produits dangereux est bien reprise sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.1.1.
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection un plan situant les principaux risques présentés par l'installation. Ce plan a été réalisé en tenant compte des retours du SDIS pour respecter leur signalétique et faciliter l'intervention des services de secours. La localisation des principaux stockages de produits dangereux est bien reprise sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.3.1.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation de revêtement métallique ou traitement de surface utilisant des produits cyanurés (2565.1) et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
Constats : L'exploitant a présenté son contrôle des installations électriques (rapport de contrôle du 17 décembre 2021 n°0333375-0081). Celui-ci fait apparaître des non-conformités récurrentes et le Q18 indique que les installations sont susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a présenté un plan d'action mis en place depuis 2020 sous la forme d'un document gérant les suites de l'ensemble des contrôles réalisés par l'exploitant. Celui-ci recense la non-conformité, sa gravité, le pilote de la gestion de la non-conformité ainsi que sa résolution. Lors de la visite d'inspection l'essentiel des non-conformités de gravité 1 avait déjà été réglés, y compris des non-conformités récurrentes. Le chauffage des installations est réalisé par des aérothermes à gaz. Leur présence a été constatée lors de la visite d'inspection.
Observation 1 : Suite aux différentes actions mises en place, l'exploitant enverra le Q18 dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Prescription contrôlée : Mise à la terre des équipements métalliques
Constats : Les équipements de traitement de surface n'avaient pas encore été installés lors de la visite d'inspection. Leur mise à la terre n'a donc pas pu être constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – installations de chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Prescription contrôlée : Chauffage par eau chaude ou vapeur (ou justificatifs sécurité équivalent)
Constats : Les équipements de traitement de surface n'avait pas encore été installés lors de la visite d'inspection. L'exploitant a cependant indiqué être en discussion avec son fournisseur pour la mise en place de thermoplongeur présentant un meilleur niveau de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Prescription contrôlée : Circuits de régulation thermique de bains => pas de circuits de refroidissement ouverts.
Constats : Les équipements de traitement de surface n'ayant pas encore été installés, la conformité du système de refroidissement n'a pas pu être contrôlé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Contrôles réguliers de ces dispositifs et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : L'exploitant n'a pas encore installé les équipements de traitement de surface, mais a indiqué bien avoir pris en compte ces dispositifs de sécurité dans son cahier des charges.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Prescription contrôlée : a) moyen d'alerte des SIS
Constats : L'exploitant dispose de moyens d'alerte aux services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.2.4.

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Sera notamment prévu un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 6.1.1. Ces plans seront plastifiés (format A0) et mis à disposition à chaque entrée de l'établissement utilisable par les sapeurs-pompier. Ils comporteront notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure et installations à risque, les vannes de sectionnement des installations gaz, les dispositifs de sécurité et la nature et quantité des produits présents. Les huit point de confinement des eaux incendies, zones de confinement, ainsi que les éventuelles vannes à manoeuvrer, notamment les vannes d'obturation des séparateurs d'hydrocarbure seront également indiquées sur le plan ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Des dispositifs de coupure des différents fluides utilisés sur le site sont présents et facilement accessibles par les sapeurs-pompier.

Constats : L'exploitant a présenté son plan des locaux, qui est disponible dans une boîte au lettre SDIS à l'entrée du site pour faciliter l'intervention.

La présence de 2 poteaux incendie présents aux 2 extrémités du site a été constaté. Le débit de ces poteaux a été contrôlé, et ils présentent un débit de 148 et 149 m3/h à une pression de 4 bar. Des extincteurs sont bien présents au sein de l'installation. Ceux ci sont régulièrement vérifiés et l'exploitant a présenté un certificat Q4 conforme pour une intervention le 29 novembre 2021. Lors du contrôle par échantillonnage réalisé lors de la visite d'inspection, les extincteurs contrôlés présentaient un marquage valide avec un contrôle en novembre 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Prescription contrôlée : b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : La présence des extincteurs a été contrôlé par échantillonnage lors de la visite d'inspection. Ces moyens ont également fait l'objet d'un contrôle le 29 novembre 2021, pour lequel le certificat Q4 a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.5.3.
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant réalise les contrôles périodiques concernant ses moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que la vérification de ses installations électriques. Les non-conformités sont reprises dans un document présenté lors de la visite d'inspection qui contient également les actions réalisées pour corriger ces non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Prescription contrôlée : Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction Dimensionnement justifié dans le dossier d'E
Constats : L'exploitant a présenté ses capacités de confinement pour un volume de 616 m3 composés de différents moyens mobilisables (caniveaux, bassins de confinement et caves).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'exploitant a présenté les organes de commande (vannes) nécessaires au confinement des eaux. Ils ont été accrochés à proximité des vannes. L'exploitant a également indiqué qu'il avait pour projet de marquer les localisations précises des robinets permettant d'actionner ces vannes, et de former une équipe de seconde intervention capable de manœuvrer ces organes de commande.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Prescription contrôlée : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : L'exploitant ne dispose pas aujourd'hui de consignes concernant la manoeuvre des organes de commande. Il a présenté lors de la visite d'inspection, les prochaines actions de marquage de la localisation des organes de commande et de son souhait de former une équipe pour la manoeuvre de ces organes.
Fait susceptible de mise en demeure 2 : L'exploitant ne dispose pas de consignes concernant la manoeuvre des organes de commande.
Type de suites proposées : Susceptible - Transmission des justificatifs sous 30 jours.

Nom du point de contrôle : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2020, article 8.4.3.
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les rétentions de stockage à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. [...]</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré par différents dispositifs pour un volume total calculé par l'exploitant de 616 m³. Ces différents dispositifs et leurs capacités sont indiqués sur le plan présent en annexe. L'exploitant s'assure d'un maintien en tout temps d'un volume minimal disponible de 616 m³ pour le confinement des eaux d'extinction.</p> <p>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les différents moyens permettant d'assurer le confinement ciblé de 616 m³. Ces moyens sont constitués de caniveaux techniques (manoeuvre nécessaire pour mettre en place le confinement) pour 123,4 mètres cube, d'une cuve de récupération d'eau pluviale pour 60 mètres cube, de caves présentes au niveau du matriçage et du compresseur pour 273 mètres cube et d'un bassin de confinement de 160 mètres cube.</p> <p>Lors de l'inspection, la présence du bassin de confinement de 160 m³ et sa disponibilité a été contrôlée lors de la visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite